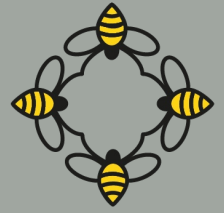


Le RUCHE

Bulletin d'information

Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale



Le RUCHE

<https://leruche.hypotheses.org/> Juillet 2020, n° 5

Chères et chers adhérents,

La période inédite que nous avons vécue en ce printemps 2020 a stoppé ou repoussé de nombreux projets. L'association américaine d'histoire environnementale (ASEH) vient même d'annoncer l'annulation de son congrès du printemps 2021. Les événements ont permis de revisiter - ou de mieux faire connaître au « grand public » - l'histoire des épidémies, qui touche un peu à l'histoire environnementale, en particulier par les propositions que l'hygiène urbaine fit au cours du XIXe siècle pour lutter contre le choléra, puis la tuberculose.

La pandémie de Covid-19 a suscité des tribunes liant danger sanitaire et actions de l'homme sur les écosystèmes, documents qui seront certainement utilisés par les historiennes et historiens de la prochaine génération. Mais elle a aussi engendré inquiétudes, pénibilité dans les conditions de travail ou de vie quotidienne, et fait ressortir l'inégalité sociale et environnementale des lieux de vie.

En ce qui concerne notre association, le colloque « La nature sous contrat », organisé par Thomas Le Roux et Raphaël Morera à l'EHESS, a dû être repoussé à fin septembre 2020 ; espérons que la situation permettra à la manifestation de se tenir. Nous aviserons à la rentrée pour la tenue de l'AG, qui se tiendra peut-être de façon « hybride » de façon à pouvoir avoir un maximum de personnes par visioconférence.

Dans ce bulletin vous pourrez constater que les publications n'ont pas cessé, ni l'inquiétude relative à l'entrée dans la carrière des futurs chercheuses et chercheurs. Le C.A. a adopté d'ailleurs la première motion de son histoire, à propos du projet de loi sur la recherche.

Pour finir sur une note positive, je salue les nouvelles et nouveaux adhérents de 2020 : Jan Synowiecki, Laurent Warlouzet, Celia Miralles Buil, Guilhem Vienot, Marie Ghis Malfilatre, Déborah Dubald, Tiphaine Robert, et félicite les heureuses et heureux élus à des postes d'enseignement et de

recherche : Renaud Bécot (IEP Grenoble), Celia Miralles Buil, Violette Pouillard (CNRS), Antonin Plarier (Univ. Lyon 3).

Après ces mois qui resteront certainement difficiles à oublier, je vous souhaite un bon été 2020 !

Stéphane Frioux
Université Lumière Lyon 2/Institut
universitaire de France
Président du RUCHE (2019-2021)

Page 1 : Édito

Page 2 Le Ruche se positionne
Loi de programmation
pluriannuelle de la Recherche

Page 4 : Le colloque du RUCHE
La Nature sous contrat
28-29 septembre (sous réserve
d'autorisation sanitaire) pré-
programme

**Page 6 Rachel Carson, « célèbre
inconnue » mise à l'honneur sur
les ondes de France Culture**
par Elsa Devienne

Page 8 Appels à contributions
-Le moment des 100
mesures pour l'environnement
(tournant années 70)
-La pratique de l'herbier

Avis de parution

*Publications indiquées par les membres
du Ruche, liste non exhaustive*

Page 10 : Ouvrages

Page 11 : Articles et chapitres
d'ouvrages

Page 13 : Les membres du
RUCHE dans les médias

Loi de programmation pluriannuelle de la recherche

- - - - -

Position du CA du RUCHE

Le projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), révélé le 7 juin dernier, confirme les craintes exprimées en début d'année par la communauté scientifique et universitaire, suite à la diffusion des rapports préparatoires. Bien que ces rapports aient suscité une forte mobilisation avant l'interruption due à l'épidémie de Covid-19, la loi en reprend les propositions principales.

Par cette motion, le Réseau universitaire de chercheur·e-s en histoire environnementale se joint aux très nombreuses inquiétudes exprimées depuis le début de l'année par des motions émanant d'établissements, d'unités mixtes de recherche, ou encore d'associations scientifiques (« sociétés savantes »). Ces inquiétudes ont été réaffirmées depuis le 7 juin pour demander une révision profonde du projet de loi, afin de le mettre en conformité avec les enjeux sociaux, économiques, politiques et écologiques actuels. La recherche peut avoir un rôle immense pour comprendre, et peut-être enrayer, le désastre écologique d'origine anthropique, à condition de lui permettre de rompre avec certaines des logiques profondes qui l'ont accompagné.

Nous partageons les constats formulés dans l'avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE), à commencer par le fait que l'on ne « soigne [pas] un système avec les outils qui l'ont rendu malade ». (CESE, p. 20).

Plusieurs points motivent le rejet du projet de LPPR.

Pour une recherche collaborative en matière environnementale : contre la mise en concurrence effrénée des équipes de recherche

Il accroit, tout d'abord, le fonctionnement et le

financement sur projet (CESE, p.13). Cette logique se fait au détriment de dotations pérennes assurant le fonctionnement des unités de recherche qui sont indispensables pour garantir des travaux originaux. Cette stabilité financière permet de structurer des collaborations collectives dans la durée - en particulier des projets réellement pluridisciplinaires, et dont la réalisation nécessite des moyens pérennes pour installer un dialogue entre disciplines dans la durée. A contrario, concentrer davantage les moyens sur la recherche par projet nous inquiète pour l'avenir d'un dialogue collectif et pluridisciplinaire, en particulier sur les enjeux écologiques. Cette pluridisciplinarité est l'une des raisons d'être du Ruche depuis sa fondation. Bien que certains projets puissent ponctuellement favoriser des collaborations pluridisciplinaires, nous savons combien ces collaborations entre chercheur·e-s en sciences sociales et en sciences de l'environnement reposent bien souvent sur la construction patiente d'un dialogue qui reste peu compatible avec des projets menés dans le court-terme. Ces démarches profiteraient davantage du relèvement des dotations de base, décorréliées du taux de succès aux appels à projet.

Pour une recherche et un enseignement supérieur durables : contre la précarisation

Le projet de loi accentue la précarité au nom des vertus supposées de la compétition individuelle. La contractualisation s'est déjà développée très fortement dans le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour couvrir des besoins pourtant permanents. Cette contractualisation entraîne une rotation importante du personnel qui n'est pas propice à la mise en place de programmes de recherche pérennes, ni à la formation de nouvelles générations de chercheur·e-s; elle contribue par ailleurs à retarder l'entrée dans un poste stable (maîtrise de conférences, statut de chercheur·e CNRS). Elle entraîne une perte de compétences et d'expériences. La cohabitation de



Loi de programmation pluriannuelle de la recherche

- - - - -

Position du CA du RUCHE

chercheur.e-s aux statuts différents nuit déjà aux collectifs de travail.

Alors qu'un quart des personnels de la recherche est aujourd'hui non permanent (rémunéré ou non, comme les doctorant.es non-contractuel-le-s), les projections gouvernementales prévoient de recruter d'ici 2030 trois fois plus de contractuels que de statutaires. Les CDI de mission scientifique, qui participent de la fracturation du statut de la fonction publique, apparaissent à ce titre particulièrement néfastes. Ils peuvent être rompus à tout moment et durer des années, provoquant une extension de la période de précarité de chercheur.es qui ont déjà de longues années de recherche (et de précarité) derrière eux et elles. Les chaires de professeur.e junior induisent une même précarité tout en dérogeant au statut de la fonction publique. La possibilité d'individualisation des rémunérations, « au mérite », relève aussi d'une vision individualiste du métier de chercheur.e, totalement déconnecté du caractère collectif de toute recherche. Plus que jamais, la recherche en humanités environnementales a besoin de coopération et non d'une mise en concurrence exacerbée.

Des postes statutaires seraient pourtant nécessaires pour sécuriser des parcours de vie déjà affectés par la longueur des études, et améliorer qualitativement les dynamiques de recherche. Le CESE préconise un plan de recrutement de 5 à 6000 titulaires par an, pendant cinq années (p. 19). Ce plan serait un moindre mal, alors que l'on estime aujourd'hui que les non-titulaires assurent un volume horaire d'enseignement qui correspond à 60 000 postes de titulaires (équivalent temps-plein).

Pour des humanités environnementales jouant à plein leur rôle dans la cité

Nos inquiétudes reposent aussi sur des

préoccupations qui s'expriment parmi les chercheur.es en humanités environnementales à l'échelle européenne. A l'instar de l'Environmental Society for European History, le Ruche entend contribuer à des pratiques de recherche plus vertueuses sur le plan environnemental, en interrogeant et en cherchant à réduire notre empreinte écologique.

Les recherches en humanités environnementales ont une fonction sociale, contribuant à un gain d'intelligibilité des crises écologiques que nous vivons. Ces recherches ne sauraient être subordonnées à un agenda orienté par l'injonction politique ou la recherche d'une croissance économique. Ces recherches doivent s'ouvrir à l'analyse de tous les acteurs et de toutes les solutions expérimentées face aux crises environnementales, y compris non marchandes et non compétitives.

Nous nous opposons collectivement à ce projet de loi dangereux pour les humanités environnementales, lesquelles ont besoin de postes et de financements pérennes pour pouvoir jouer pleinement leur rôle dans la cité, à l'avenir.

Vote du Conseil d'administration : 19 votes exprimés, 19 pour la motion



Colloque du RUCHE
La nature sous contrat
Concessions, histoire et environnement

**EHESS, 28-29 septembre
2020 (sous réserve
d'autorisation sanitaire)
Amphithéâtre Furet**
Pré-programme

Lundi 28 septembre 2020

8 h 30. Accueil des participants

9 h Ouverture.

Thomas Le Roux et Raphaël Morera, La concession objet d'histoire

**Session 1a : Théorie de la concession
9 h 15- 10 h 30**

Patrick Fournier, Concéder sous forme de seigneurie : un instrument pour l'aménagement du territoire dans la France d'Ancien Régime
Alexandre Fernandez, Prélever, acheminer, distribuer l'eau dans l'Espagne libérale : la montée en puissance de la figure de la concession (1868/1877-1924)

10 h 30 pause

**Session 1b. Théorie de la concession
10 h 45 - 12 h 00**

Bastien Cabot, Les concessions minières à l'épreuve : Le cas du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (1880-1910)
Harold Levrel et Antoine Missemer, Les servitudes environnementales comme concession faites à la Nature

12-13h30 Déjeuner

**Session 2 : La concession d'eau en ville
13 h 30 - 14h45**

Lavinia Maddaluno et Raphaël Morera, « Sans porter aucun préjudice au public » : négociier l'eau à Marseille et à Paris au XVIIIe siècle
Christèle Allès, Les concessions d'eau potable dans le Liban mandataire : modernisation et hybridation

Pause (15min)

**Session 3 : Empires, Colonies, Souveraineté
15 h 00 -16 h 15**

Fabien Locher, Les baleines de l'empire : les concessions de chasse aux cétacés dans les colonies françaises au XXe siècle
Vincent Monnoir, Les concessions aux îles australes françaises (1893-1939) : entre prédation des ressources, protection de la nature et manifestations de la souveraineté

Pause (15min)

16 h 30 - 17 h 45

Simon Jackson, A Concessionary Archipelago: North African Phosphate Mining, Colonial Capitalism and the Making of Modern Agriculture

Antonin Plarier, La concession comme forme de pouvoir sur l'environnement : histoire de la mine d'Aïn Mokra en Algérie au XIXe siècle

18 h 15. AG du RUCHE



Colloque du RUCHE

La nature sous contrat

Concessions, histoire et environnement

Mardi 29 septembre 2020

Session 4 : Gouverner **9h-11h00**

Maude Flamand-Hubert, Limites à bois et billets de colonisation : appropriation et propriété du territoire et des ressources forestières au Québec (1850-1950)

Elias Burgel, La concession d'infrastructure et la « seigneurie des eaux », ou la jouissance contrariée des eaux du Lez par les marquis.e.s de Solas

Joana Guerrin, Les inondations sous contrat ? Evolution et politisation de la concession du Rhône à la Compagnie Nationale du Rhône

Pause (15min)

Session 5 : Rivages **11h15-12h30**

Romain Grancher, Les enclosures de la mer Conflits, concessions et droits d'usage sur les rivages de l'Empire (Manche, 1852-1872)

Benjamin Furst, Concéder les rivières pour coloniser les terres : le droit de pêche comme outil de Développement du Canada sous le Régime français (XVIIe-XVIIIe siècles)

12h30-14h00 Déjeuner

Session 6 : Ressources **14h00-16h00**

Denis Eve, La concession du tirage de mine pour les forges et hauts-fourneaux de l'abbaye de Clairvaux à l'époque moderne : évolution, conséquences environnementales et sociétales

Alexandre Gaudin et Martin Lancereau, Le régime concessionnaire « par le bas ». Le cas

de la concession hydroélectrique de la Provence Orientale de 1950 à nos jours. Alejandro Tortolero, Une concession pour drainer un lac en 1895 et l'impact sur le milieu : les frères Noriega à Chalco, México

Pause (15min)

Session 7 Tourisme **16h15- 17h30**

Steve Hagimont, Concéder la nature touristique (XIXe-XXe siècles)

Isabelle Bruno et Grégory Salle, Contribution à la socio-histoire des concessions de plage : le cas de Pampelonne (Var, 1960-1986)

Organisation : Thomas Le Roux et Raphaël Morera

LE RUCHE SIGNALA !

Les publications des précédents colloques :
- Pouvoir(s) et environnement, colloque de Rennes (2014) publié en 2018
- Aménagement et environnement



Rachel Carson, « célèbre inconnue » mise à l'honneur sur les ondes de France Culture

par Elsa Devienne

Le 29 juin 2020, France Culture a inauguré sa grille d'été avec le retour de la série d'émissions biographiques « Avoir raison avec... », cette fois-ci consacrée à des auteurs et penseurs des États-Unis dont l'œuvre et le travail continuent d'animer le débat public en France. Pour ouvrir le bal, Emmanuel Laurentin a choisi Rachel Carson, biologiste, autrice et « célèbre inconnue » nous explique-t-il dans la première émission. Si les historiens de l'environnement connaissent bien celle qui publia en 1962 son *Printemps silencieux*, pamphlet dénonçant l'usage aveugle et excessif des pesticides de synthèse aux États-Unis, il est vrai que Carson demeure encore relativement méconnue en France. Ces cinq émissions permettent de découvrir (ou re-découvrir) son œuvre et peuvent constituer un support pédagogique intéressant, en particulier dans un contexte post-Covid où l'enseignement risque de se faire en partie en ligne. Ce petit article entend simplement synthétiser rapidement le contenu de ces émissions (en particulier celle à laquelle j'ai participé) et signaler l'existence de nouvelles publications sur Carson et son influence sur le mouvement écologiste.

La première émission a été l'occasion d'une conversation avec Baptiste Lanaspèze, fondateur des éditions Wildproject et éditeur français de deux des ouvrages de Carson, dont *Printemps silencieux*. On y apprend que les droits de cet ouvrage majeur étaient disponibles depuis 1974 quand Lanaspèze lance sa maison d'édition en 2008. L'éditeur n'hésite pas un instant et choisit le livre pour inaugurer son aventure éditoriale. L'émission est intéressante car elle met avant un certain désintérêt français pour l'écologie (du moins pour ses auteurs) dans les années 1980-2000. Le deuxième épisode, pour lequel j'étais intervenante, avait pour ambition de replacer

Carson dans l'histoire de la protection de la nature aux États-Unis. Carson est généralement présentée comme la mère de l'environnementalisme américain. C'est ainsi qu'elle est décrite par Al Gore dans l'introduction de la nouvelle édition de *Printemps silencieux* dans les années 1990 et dans les vingtaines de livres pour enfants dont elle est l'héroïne aux États-Unis. A Washington, la grande salle de conférence de l'Environmental Protection Agency porte son nom. Selon ce récit bien huilé, le petit livre de Carson, vendu à plus de 2 millions d'exemplaires, aurait provoqué une prise de conscience environnementaliste chez les Américains et donné lieu aux premières grandes victoires du mouvement (notamment l'interdiction du DDT dans les années 1970). Les historiens de l'environnement savent que les choses sont rarement aussi simples et que la naissance d'un mouvement environnementaliste de masse dans les années 1960-1970 est liée à une multiplicité de facteurs et d'acteurs. Plusieurs auteurs ont récemment remis en question cette vision presque hagiographique de Carson. Le but n'est évidemment pas de nier l'immense influence de Carson sur la société américaine, mais plutôt de comprendre comment elle en est arrivée à symboliser tout un mouvement. Dans l'émission, j'ai cité plusieurs facteurs qui ont joué dans ce phénomène : le fait qu'il s'agissait d'une personnalité apolitique (contrairement à d'autres, associés à la gauche radicale), qu'elle avait une grande renommée de par ses ouvrages sur les océans, et le fait que sa position demeurait relativement mesurée : elle ne prônait pas l'interdiction complète des pesticides (contrairement à ce que l'on a pu écrire ensuite) mais demandait plus de transparence sur leurs effets délétères et davantage de régulations dans leurs usages.



Rachel Carson, « célèbre inconnue » mise à l'honneur sur les ondes de France Culture

par Elsa Devienne

Pour préparer cette émission, j'ai notamment lu avec beaucoup d'intérêt ces travaux, que je recommande avec enthousiasme :

David K. Hecht, « **Rachel Carson and the Rhetoric of Revolution** », *Environmental History*, Volume 24, Issue 3, July 2019, Pages 561-582, <https://doi.org/10.1093/envhis/emz005>

Jenny Price, Keynote address, « **Stop Saving the Planet!– and Other Tips via Rachel Carson for 21st -Century Environmentalists** », plenary session American Society for Environmental History Madison, WI--March 29, 2012, disponible à <https://www.sallan.org/pdf-docs/StopSavingPlanet.pdf>

Chad Montrie, **The Myth of Silent Spring : Rethinking the origins of American environmentalism**, Berkeley, University of California Press, 2018.

Dans la troisième émission, Marie-Monique Robin, lauréate du prix Rachel Carson en 2009 pour son film *Le monde selon Monsanto* (2008), a mis en avant leur rôle pionnier de Carson dans le cadre de ce qu'on appelle la « science citoyenne ». Le prix, accordé tous les deux ans, récompense des femmes dont le travail et l'œuvre a contribué à une meilleure connaissance de l'environnement par le grand public.

Gelareh Yvard-Djahansouz, professeure de civilisation américaine à l'université d'Angers, était l'invitée de la quatrième émission. Elle est notamment l'autrice d'un chapitre sur « La question du genre dans l'engagement politique et social de Rachel Carson (1907-1964) » dans l'ouvrage *Voix des femmes dans le monde* (PUR, 2018) et d'un ouvrage intitulé *Histoire du*

mouvement écologique américain (Ellipses, 2009). L'intervenante a notamment mis en avant l'existence, au-delà de la figure de Rachel Carson, de femmes pionnières dans la pensée écologique américaine dont on connaît encore trop mal les œuvres. C'est le cas, par exemple, de Susan Fenimore Cooper, autrice de *Rural Hours*, paru en 1850 (autrement dit quatre ans avant le fameux *Walden* d'Henri David Thoreau), et qui, sous la forme d'un journal, fait l'éloge d'une connaissance intime de la nature. L'émission a également mis en avant le rôle de Carson dans l'émergence, dans les années 1970, de la pensée écoféministe.

La dernière émission de cette série donnait l'occasion d'entendre Catherine Larrère, professeur émérite de philosophie à l'université Panthéon-Sorbonne et co-autrice avec Raphaël Larrère de *Penser et agir avec la nature* (la Découverte, 2015). En replaçant Carson dans l'histoire de la pensée écologiste et du nature writing états-unien, Larrère a mis en avant les continuités et ruptures, des écrits d'Henri David Thoreau et Aldo Leopold jusqu'aux rapports du GIEC (le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Catherine Larrère a notamment insisté sur l'écriture de Carson qui, loin de se satisfaire d'un déluge de chiffres pour convaincre le lecteur de l'importance de la crise à laquelle l'humanité doit faire face, fait appel à la sensibilité de son lecteur et à son rapport intime, quotidien avec son environnement.

Les cinq émissions sont disponibles en podcast à <https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec/avoir-raison-avec-rachel-carson>



Appels à contributions

Le moment des 100 mesures pour l'environnement (tournant années 70)

Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Cet appel à contributions vise à préparer une manifestation prenant pour cadre la commémoration des 50 ans de l'institutionnalisation de l'environnement en France. Deux journées sont prévues : le 3 février 2021 aux Archives Nationales, la première portera sur les 100 mesures pour l'environnement, objet du présent appel à communication, et la seconde, le 4 février, se tiendra au Ministère de la transition écologique pour commémorer les 50 ans du Ministère de l'environnement et de ses diverses déclinaisons au fil du temps.

De la même manière que le Plan National pour l'Environnement (1990) ou le Grenelle de l'Environnement (2007) ont marqué l'histoire du domaine public de l'environnement par leur ampleur intersectorielle, et leur portée sur l'efficacité de l'action publique, les « 100 mesures » décidées par une lettre du Premier Ministre Jacques Chaban-Delmas le 24 octobre 1969 et présentées en conseil des ministres en juin 1970, ont marqué un tournant dans la prise en compte publique de l'environnement. Ces 100 mesures représentent un premier essai d'agrégation d'instruments d'action publique, d'expérimentations locales, de planification..., d'autant plus important qu'elles arrivent avant la création d'un ministère dédié. C'est avec elles que les médias vont pour la première fois relayer à leur public le terme

«environnement».

Dans le cadre des événements de commémoration des 50 ans du Ministère de la transition écologique et solidaire, il paraît opportun de prévoir une journée d'étude entièrement consacrée au « moment » des 100 mesures. En 6 mois de travail entre octobre 1969 et juin 1970, la préparation des 100 mesures synthétise en effet une activité multi-échelle, avec la consultation de plusieurs centaines d'associations et de 14 ministères, dans un contexte international favorable (Année européenne de la Nature en 1970, préparation du sommet des Nations Unies de Stockholm, création de l'EPA aux USA en 1970). Elle ne correspond pas à la confection d'une politique publique classique avec des moyens en argent et en personnel. Elle vise plutôt, à coût constant, à démontrer la faisabilité d'une réorganisation de l'action publique qui prenne en compte les nouvelles préoccupations écologiques issues des mutations scientifiques et des bouleversements matériels de la France d'après-guerre.

Il s'agira, dans cette journée d'étude, de revenir sur les histoires qui se croisent dans la mise au point des 100 mesures avec le double souci affiché à l'époque, de décloisonner les logiques des politiques publiques et d'avoir un esprit de suite, pour, grâce à un suivi par les services du Premier Ministre et de conseillers qui gravitaient autour de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), s'assurer que les mesures portent à conséquence.

La journée s'intéressera à la fois :

- à l'histoire de la programmation et de la commande publique des sciences, avec notamment les formations en écologie et le rôle de la DGRST ;



Appels à contributions

- à l'histoire du travail administratif représenté par la mise au point des mesures ;
- au décryptage de ce que pouvaient représenter ces mesures, si on les situe dans la moyenne durée des domaines d'action où elles s'inscrivaient (lutte contre la pollution, aménagement rural, enseignement, etc.) ;
- au positionnement des activités et projets réunis dans les 100 mesures, avec un souci de les ancrer dans des expériences locales et une démarche inspirée de l'aménagement du territoire. Dans cette optique, une seconde dimension concerne l'implication de la société civile et du monde socio-économique à travers l'appel aux associations et aux entreprises ;
- à la réflexion sur des formes d'ingénierie d'Etat qui prônent l'innovation ;
- aux migrations transnationales de modèles, de concepts, ou d'instruments d'action, qui donnent à cette effervescence du tournant 1970, sa qualité de « moment » historique ;
- à l'histoire de la médiatisation des affaires d'environnement sur moyenne période (avant et après les 100 mesures) ;
- à l'histoire de la réactivité des milieux économiques, notamment autour de la figure de Louis Armand à qui était commandé un Livre blanc en parallèle à l'élaboration des 100 mesures.

Il s'agira enfin de suivre l'application de certaines mesures dans le temps, pour examiner ce dont notre époque a hérité de ce moment fondateur.

Echéancier : - 30 septembre 2020, date limite pour envoi d'un résumé de 250 mots maximum à Florian Charvolin (florian.charvolin@gmail.com) et Stéphane Frioux (stephane.frioux@univ-lyon2.fr)

- 30 octobre 2020 : retour aux

déposants sur les communications retenues

- 23 novembre 2020 : date limite d'envoi d'un résumé élargi de 2 pages par chacun des communicants pour être inséré dans un livret diffusé par internet avant la tenue de la journée.

- 3 février 2021 : journée sur les 100 mesures pour l'environnement

La pratique de l'herbier

Dominique Juhé-Beaulaton commence une enquête sur la pratique de l'herbier (ou plus largement la collecte de plantes) dans les recherches en Sciences humaines. Elle a préparé un formulaire en ligne qui ne prend que quelques minutes à remplir.

Ce formulaire a pour objectif d'identifier les chercheurs en sciences humaines (anthropologues, ethnologues, historiens, archéologues, géographes...) qui ont recours ou ont eu recours à la collecte de plantes pendant leurs recherches sur le terrain. Ces échantillons mis en herbiers ou non apparaissent comme un instrument du travail scientifique et offrent une histoire matérielle de ces disciplines qui reste encore à explorer. En effet, l'échantillon de plante est aussi un objet ou une image sur lequel se construit la démarche intellectuelle des chercheurs.

Lien vers le formulaire :

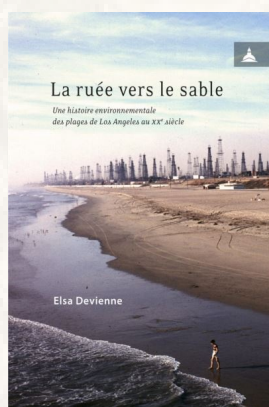
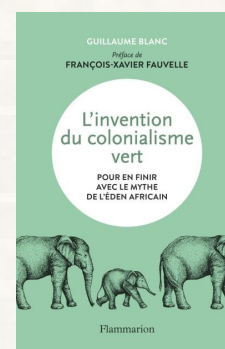
<https://framaforms.org/enquete-sur-la-collecte-de-plantes-au-cours-des-recherches->



Avis de parution

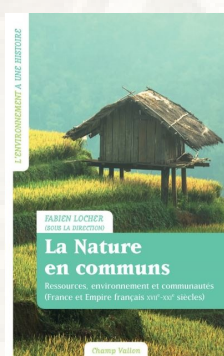
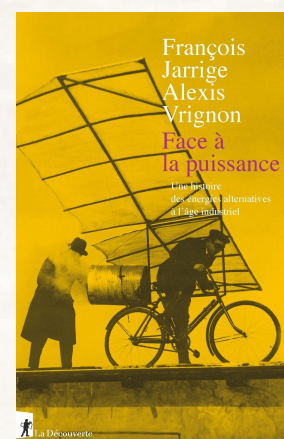
Livres

Blanc Guillaume, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain*, Paris, Flammarion, 2020.



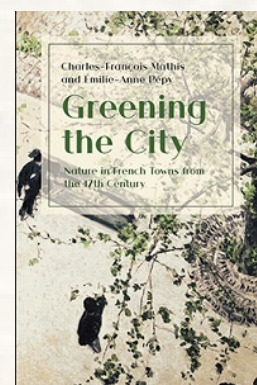
Devienne Elsa, *La ruée vers le sable. Une histoire environnementale des plages de Los Angeles au XXe siècle*, Paris, éditions de la Sorbonne, 2020

Jarrige François et Vrignon Alexis (dir.), *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.



Locher Fabien (éd.), *La nature en communs. Ressources, environnement et communautés (France et empire français, XVIIe-XXIe siècle)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020

Mathis Charles-François & Emilie-Anne Pépy, *Greening the City. Nature in French Towns, from the 17th c.*, Winwick, Cambridgeshire, White Horse Press, 2020.



Avis de parution

Articles et chapitres d'ouvrages

Beck Corinne, "Les sols aussi ont une longue histoire" in C. Mougin, F. Douay, M. Canavese, Th. Lebeau, E. Rémy, *Les sols urbains sont-ils cultivables?*, Editions QUAE, collection Matière à débattre et à décider, (à paraître juillet 2020).

Bécot Renaud, « "A propos de ce mini débat entre réalisme et utopie...". L'invention de l'Agence française de maîtrise de l'énergie, 1977-1986 », in Jarrige François, Vrignon Alexis (dir.), *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives et renouvelables à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.

Bonneuil, Christophe. « Le pétrole vert. Les promesses des biotechnologies face à la crise énergétique (France, 1973-1984) », in Jarrige François, Vrignon Alexis (dir.), *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives et renouvelables à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020, 313-327.

Bonneuil Christophe, préface à la réédition du livre de René Dumont, *L'Utopie ou la mort* (1973), Point Seuil, 2020. (à paraître sept. 2020)

Bonneuil Christophe, « Der Historiker und der Planet. Planetaritätsregimes an der Schnittstelle von Welt-Ökologien, ökologischen Reflexivitäten und Geo-Mächten » (L'historien et la planète. Penser les régimes de planéarité à la croisée des écologies-mondes, des réflexivités environnementales et des géopouvoirs), in Frank Adloff et Sighard Neckel (dir.), *Gesellschaftstheorie im Anthropozän*, Frankfurt, Campus. (à paraître sept. 2020)

Deudon Laëtitia, Deltombe Matthieu, « Repenser les sources de l'histoire environnementale grâce aux outils numériques : le cas de la vallée de l'Escaut (France) », *Les Cahiers d'Histoire*, vol. 37 (paru en avril 2020)

Deudon Laëtitia, "Les communs environnementaux dans la vallée de l'Escaut et la vallée du Saint-Laurent. Perspective comparée France-Canada (XVIIe-XIXe siècle)" dans Fabien Locher (éd.), *La nature en communs. Ressources, environnement et communautés* (France et empire français, XVIIe-XXIe siècle, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020, p. 209-231.

Fressoz Jean-Baptiste et Locher Fabien, *Les révoltes du ciel. une histoire du changement climatique XVe-XXe siècles*, Paris, Le Seuil, 2020

Fressoz Jean-Baptiste, "une histoire matérielle de la lumière", in F. Jarrige et A. Vrignon (dir.), *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives et renouvelables à l'âge industriel*. Paris, La

Avis de parution

Découverte, 2020,

Fressoz JB, "Les politiques de la nature au début de la révolution. Sens et fonctions de l'alerte environnementale 1789-1793", *Annales historiques de la révolution française*, 2020 - N° 1 p.19-38

Grancher Romain, "Les communs du rivage. L'État, les riverains et l'institution juridique des grèves de la mer (Manche, XVIIIe-XIXe siècle)", dans Fabien Locher (éd.), *La nature en communs. Ressources, environnement et communautés* (France et empire français, XVIIe-XXIe siècle, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020, p. 145-165.

Metzger Alexis, Emmanuelle Athimon, Laurent Litzenburger, Florie Giacona et Jérémy Desarthe, « Societies facing hydrological extremes: The case of urban supply in France », dans *Food and History*, 2020

Metzger Alexis et Nicolas Jacob-Rousseau, « The 1857-1858 drought in Alsace: from water shortage to a socio-political extreme event », dans *Regional Environmental Change* (numéro spécial Societal Impacts of Droughts), 2020

Mularczyk Romain, Bécot Renaud, « Un catastrophisme au service de l'action publique », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 52-1, 2020.

Paul Netter, "Jean-Baptiste and Anselme Payen, chemical manufacturers in Grenelle near Paris (1791-1838)", *Bulletin of the History of Chemistry*, Volume 45, Number 1, p. 1-7, 2020

Pitteloud Cyrian, « La Commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio de 1897 et ses enjeux : du laissez-faire à la prise en main étatique d'une crise environnementale », *Cipango, Cahier d'études japonaises*, no 23, « Charbon et communautés minières au Japon », 2020, pp. 207-245

Contributions dans des revues non académiques

Collectif, "Rouen. Fumées noires et gilets jaunes. Dossier Lubrizol", *Z. Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, n°13, 2020. Plusieurs membres du Ruche contribuent à ce numéro (Thomas Le Roux, Renaud Bécot, Anne Marchand).

Deudon Laëtitia, "Les canardières en France. Histoire et évolution d'une technique ancienne de chasse en zone humide", *Zones Humides Infos*, dossier thématique "Chasse d'hier et de demain en zone humide", printemps 2020, p.22-23.

Avis de parution

Deudon Laëtitia, Duchesne Jean-David, L'eau et notre environnement urbain. Une rétrospective", *Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec* (COMBEQ), n° spécial, mai 2020

Frioux Stéphane, "L'environnement, objet d'histoire", <https://www.encyclopedie-environnement.org/societe/environnement-objet-histoire/>

Frioux Stéphane, "Le maire, le préfet et l'ingénieur urbaniste. Un récit hygiéniste à l'ère de l'urbain anthropocène", blog Anthropocène 2050 de l'Ecole urbaine de Lyon. <https://medium.com/anthropocene2050/le-maire-le-prefet-et-l-ingenieur-urbaniste-un-recit-hygieniste-a-l-ere-de-l-urbain-anthropocene-e35820da3a94>

Metzger Alexis et Martine Tabeaud, « L'or blanc du Limousin », dans Ada Acovitsioti-Hameau, Philippe Hameau et Martin de la Soudière (dir.), *L'or blanc : de la métaphore des sens à la réalité environnementale et économique*, Supplément n°15 au *Cahier de l'ASER*, 2020, p. 53-68.

Metzger Alexis, « Quand l'histoire de l'art dialogue avec l'histoire du climat », dans *The conversation*, <https://theconversation.com/quand-l-histoire-de-l-art-dialogue-avec-l-histoire-du-climat-126377>.

Les membres du RUCHE dans les médias :

Chalvet Martine, France culture, 29 juin 2020 (rediff du 3 décembre 2018), interview dans l'émission La série documentaire, "L'homme et la forêt". <https://www.franceculture.fr/emissions/l-sd-la-serie-documentaire/des-arbres-et-des-hommes-14-l-homme-de-la-foret-0>

Coumel Laurent, RTS, 6 juin 2020, "La pollution au carburant dans l'Arctique russe pourrait être une catastrophe écologique majeure". <https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/la-pollution-au-carburant-dans-l-arctique-russe-pourrait-etre-une-catastrophe-ecologique-majeure?id=11362479>

Coumel Laurent, avec Marie-Hélène Mandrillon et Jean Radvanyi, Youtube, 22 juin 2020, "2020 : marée rouge dans l'Arctique russe" (table ronde virtuelle) <https://www.youtube.com/watch?v=cqJu5UHdfOo&feature=youtu.be>

Avis de parution

Devienne Elsa, France culture, 30 juin 2020, série "avoir raison avec... Rachel Carson", épisode 2 "Etats-Unis: un regard singulier sur l'environnement".
<https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec/avoir-raison-avec-rachel-carson-25-etats-unis-un-regard-singulier-sur-lenvironnement>

Frioux Stéphane, France culture, 14 mai 2020, émission Le Cours de l'histoire, "Le docteur Adrien Proust", <https://www.franceculture.fr/emissions/le-cours-de-lhistoire/un-destin-pour-le-soin-quatre-figures-de-lhistoire-du-soin-et-de-la-medecine-44-docteur-adrien>

Frioux Stéphane, Interviewé pour l'article "Réinventer la ville pour combattre les épidémies" d'Anne Chemin, publié dans Le Monde, 20 juin 2020.

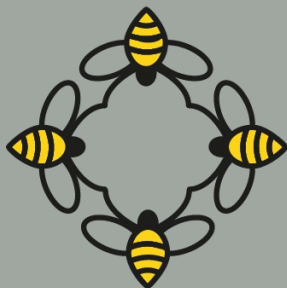
Locher, Fabien, « La propriété privée n'a absolument rien de naturel » (interview), Journal du CNRS : <https://lejournald.cnrs.fr/articles/la-propriete-privee-na-absolument-rien-de-naturel>

Metzger Alexis, « Hollande : canaux et patins d'argent, art et climat », dans l'émission Midi magazine, Fréquence protestante, 10/02/2020.
<http://frequenceprotestante.com/diffusion/midi-magazine-du-10-02-2020/>

LE RUCHE SIGNALE !

L'ouvrage de Judith Rainhorn Blanc de Plomb Histoire d'un poison légal aux Presses de SciencesPo a reçu le prix d'Histoire François Bourdon,

Bravo !



L e R U C H E

Pour faire vivre la recherche en Histoire Environnementale : Adhérez au RUCHE !

En adhérant au RUCHE, vous manifesterez votre soutien à notre démarche, et donnerez du poids à notre association. Vous pourrez aussi participer à sa vie démocratique et à ses instances dirigeantes. Merci de votre adhésion !

<https://leruche.hypotheses.org/quest-ce-que-le-ruce/adherer-au-ruce>

<https://www.helloasso.com/associations/ruce/adhesions/formulaire-d-adhesion-ruce-1>